

afin qu'elle soit chaque jour renouvelée".

De retour à Lille, M. Trudeau a été reçu à l'hôtel de ville. Prenant la parole lors de cette réception, M. Trudeau a affirmé que "le besoin d'une unité économique et politique dans le respect de la diversité et de l'intimité culturelle des citoyens est à la base même du fédéralisme canadien".

Par des voies différentes, la France, comme le Canada, a-t-il souligné, "mise sur le fait qu'on peut être en même temps bons Français et Lillois ou Marseillais, que les appartenances ne s'excluent pas mais s'appellent et se complètent, qu'il convient, à notre époque, d'élargir la conscience des hommes aux dimensions du monde sans pour autant négliger leur besoin d'enracinement".

Pour sa part, M. Mauroy a souligné que "l'amitié fraternelle de la France est acquise au Québec quoi qu'il advienne", mais qu'elle est "également offerte à tous les francophones dispersés sur toute l'étendue du Canada". Le premier ministre français a souligné, par ailleurs, la nécessité, plus que jamais en cette période de crise, d'accroître les échanges bilatéraux.

Au cours d'un dîner offert en son honneur, dans le foyer de l'opéra, par le premier ministre Mauroy, M. Trudeau a rappelé la "solidarité" qui unit ces gens du Nord que sont les Lillois et les Canadiens.

Le lendemain, M. Trudeau est arrivé à Paris où il a été l'invité d'honneur à un



M. Trudeau assistant aux cérémonies commémoratives de l'armistice de 1918 à la base de Lahr.



Le président de la France, M. François Mitterrand, et le premier ministre Trudeau devant l'entrée du palais de l'Élysée.

déjeuner offert par le Conseil national du patronat français et par la Chambre de commerce France-Canada.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Trudeau a fait ressortir les avantages d'une multiplication des échanges commerciaux entre le Canada et la France. "Le Canada, a-t-il dit, est peut-être la dernière grande aventure possible au sein du monde industrialisé", aventure où les investisseurs retrouveront non pas les conflits mais "la stabilité d'institutions enracinées dans la tolérance et la liberté".

"Notre potentiel est indiscutable. Non seulement pouvons-nous devenir un fournisseur plus important de la France en matières premières et ouvrages, mais nos besoins d'investissements, de technologie et d'équipement devraient permettre à la France de prendre une part active à notre développement", a poursuivi M. Trudeau.

Après le déjeuner, M. Trudeau a rencontré à nouveau M. Mauroy. Cette séance de travail, à laquelle ont participé plusieurs ministres français, a permis de faire le tour des questions bilatérales, en particulier, les problèmes de pêche et de délimitation de la zone économique de l'archipel français de Saint-Pierre et Miquelon. Les deux chefs de gouvernement ont convenu à ce sujet que les négociations devraient reprendre au début de l'année prochaine.

MM. Trudeau et Mauroy ont décidé d'accroître la coopération scientifique, en particulier en augmentant les bourses données par les deux pays.

A propos d'une participation de la

compagnie canadienne de Havilland au projet de l'avion Airbus A-320, M. Trudeau a déclaré: "Nous avons demandé à de Havilland d'entrer en rapport avec les partenaires de l'Airbus. Les négociations sont assez positives avec la Grande-Bretagne et la République fédérale d'Allemagne, mais je dois dire que, pour le moment, cela progresse moins rapidement du côté français." M. Trudeau a noté, cependant, qu'à la suite de ses conversations avec M. Mauroy, des dispositions seraient prises pour accélérer les négociations.

Ils ont également discuté de la participation française au projet pilote de Melville (exploitation du gaz naturel dans l'Arctique) et de la réunion ministérielle du GATT que doit présider le Canada.

En fin d'après-midi, le président de la République française, M. François Mitterrand, a reçu le premier ministre canadien en tête à tête d'une heure.

MM. Mitterrand et Trudeau ont fait le tour de plusieurs questions de politique internationale, en particulier de la situation politique aux États-Unis et dans les pays européens ayant changé récemment de gouvernement. Ils ont abordé la question du dialogue Nord-Sud et se sont félicités de l'excellence des rapports entre leurs deux pays.

Il a été question, d'autre part, de l'idée, suggérée par M. Trudeau, de faire de l'Agence de coopération culturelle et technique une "organisation semblable au Commonwealth".

Pendant son séjour à Paris, M. Trudeau s'est rendu au siège de l'Agence de coopé-